

AUGUSTIN LANDIER
DAVID THESMAR

**10 IDÉES
QUI
COULENT
LA FRANCE**

Flammarion

Extrait de la publication

10 IDÉES QUI COULENT LA FRANCE

« Pour sauver l'emploi, il faut sauver l'industrie », « C'est à l'État de nous sortir du marasme et de préserver la croissance », « Les marchés, c'est la dictature du court terme », « La solution à la crise, c'est plus d'Europe! » – voilà autant de clichés coriaces qui pourrissent le débat public en France, entretiennent la morosité ambiante et finissent par couler le pays.

Des évidences postiches, des mythes néfastes qu'Augustin Landier et David Thesmar décryptent ici d'une plume acérée, dénonçant du même coup les lobbies qui les entretiennent et abordant au passage nombre de questions très concrètes : pourquoi avons-nous peur de la robotisation ? À quoi doit servir un ingénieur à l'heure du numérique ? Pourquoi nos PME peinent-elles à trouver de l'argent?...

Il est temps d'entrer dans l'ère postindustrielle, d'aller vers une société de services et une économie dématérialisée. Pour ce faire, finissons-en d'abord avec un capitalisme de subvention, empoisonné par la nostalgie des Trente Glorieuses. Telle est la cure de désintoxication à laquelle invite ce livre salutaire.

*Augustin Landier est professeur à l'École d'économie de Toulouse.
David Thesmar est professeur à HEC.
Ils sont co-auteurs de deux ouvrages remarquables : Le Grand Méchant Marché et La Société translucide (prix Turgot 2011).*



Flammarion

Extrait de la publication

**10 IDÉES
QUI COULENT LA FRANCE**

Des mêmes auteurs

*La Société translucide. Pour en finir avec le mythe de l'État
bienveillant*, Fayard, 2010.

Le Grand Méchant Marché. Décryptage d'un fantasme français,
Flammarion, 2007 ; « Champs-Flammarion », 2008.

Augustin Landier
David Thesmar

**10 IDÉES
QUI COULENT LA FRANCE**

Flammarion

© Flammarion, 2013.
ISBN : 978-2-0813-1565-5

*Pour que la France se relève, il faut
qu'elle passe de l'inspiration à la science,
qu'elle abandonne toute métaphysique,
qu'elle entre dans la critique, c'est-à-dire
dans l'examen des choses.*

Gustave FLAUBERT,
lettre à George Sand, 8 septembre 1871

L'AVENIR N'EST PAS DANS LE RÉTROVISEUR

Depuis plusieurs décennies, la France s'enlise dans une interminable période de morosité. Les unes après les autres, les enquêtes internationales dressent le portrait de Français grincheux, angoissés, voire dépressifs. Avec un taux de suicides élevé et une consommation de psychotropes record, les Français s'estiment les plus malheureux des citoyens des pays riches. Partout, la méfiance règne : à l'égard des autres, des institutions, des politiques. Sur le plan économique, comparé au reste de l'opinion publique mondiale, le Français moyen fait figure d'anticapitaliste illuminé : il affiche une défiance extrême à l'égard de la propriété privée des entreprises, de la concurrence, de l'économie de marché en général¹. Sur ce terreau d'insécurité et de soupçon, la crise a fait son œuvre : depuis 2007, la confiance des ménages, mesurée tous les mois par l'INSEE, s'effrite continûment sans donner de signe de redressement. Pourtant, les données objectives ne sont pas si mauvaises : l'impact direct de la crise sur la France reste ténu en comparaison des chocs qui ont ébranlé les pays d'Europe du Sud, ou même l'Angleterre et les États-Unis.

Pourquoi la neurasthénie économique s'est-elle installée à ce point ? Bien plus que le présent, c'est l'avenir que les Français redoutent : ils n'arrivent plus à l'imaginer. Ils assistent inquiets à la désindustrialisation du pays, à la dérive d'un État-providence cousu main sur les formes généreuses des Trente Glorieuses, à la crise de l'Europe. Sans repère quant à leur destin collectif, les Français peinent à planifier leur avenir personnel. Ils se demandent comment gérer des carrières de plus en plus hachées par les fusions et les plans sociaux, où investir leurs économies, quels emplois leurs enfants pourront occuper et s'ils ne devraient pas aller chercher fortune ailleurs.

*Le capitalisme nostalgique :
une nouvelle pensée unique*

Face à un avenir illisible, les Français se disent que, finalement, ils aimeraient mieux ne pas changer de siècle. Une grande partie du pays demande à faire machine arrière, à reconstruire la France des années 1960. Les politiques se font le relais de cette imagination malade, d'un avenir économique imitant le passé. Leurs discours promettent la réindustrialisation du pays, le retour de l'État stratège, la protection de nos économies contre la concurrence débridée, un rôle décisif de la France dans les affaires du monde. En un mot, un retour à l'âge d'or du siècle dernier.

Ce nouveau consensus économique, qui sert de toile de fond au débat public en France, est l'ennemi que dénonce ce livre. Notre constat : un certain nombre d'articles de foi qui font aujourd'hui office de boussole pour penser l'économie sont dangereux, car ils guident

les décisions politiques et contraignent la nation à nager à contre-courant de l'histoire économique. Nous avons voulu les recenser et expliquer pourquoi ils sont néfastes. Il ne s'agira pas juste de démonter chaque poncif et d'en faire un procès équitable : au-delà du projet d'une sorte de dictionnaire des idées reçues, nous avons voulu montrer quels intérêts sert vraiment chacun des nouveaux dogmes que nous identifions, en mettant au jour ceux qui s'en font les promoteurs à des fins de profit. Car si les balivernes qu'on raconte aux Français tirent parti d'un terreau favorable, il faut aussi les voir pour ce qu'elles sont : des slogans publicitaires adroits qui ont vocation à favoriser les intérêts de certains acteurs.

*« Il faut faire de vraies choses
(comme les Allemands) »*

Le premier mythe que nous dénonçons est l'idée que la réindustrialisation est la voie du salut pour l'économie française. Cette idée est relayée par un ministère qui lui est intégralement dédié, par de nombreux rapports d'anciens patrons de « champions industriels » et, hélas, sert de motivation à des programmes massifs de dépense de fonds publics.

Ce condensé de nostalgie qu'est le fantasme de la réindustrialisation, et les images d'Épinal qui vont avec (salle des machines clinquante, ingénieurs en blouse blanche), est porté par le désir de retrouver l'euphorie économique des Trente Glorieuses – une période de reconstruction et de rattrapage facile où l'économie française remontait à la surface comme un bouchon de liège. L'industrie, qui a joué

un rôle important dans cette période, n'est plus, aujourd'hui, le lieu de création des nouveaux emplois en France. Ce sont, et depuis longtemps, les services qui les créent. C'est un fait dont il n'y a pas lieu de s'alarmer, mais dans lequel, au contraire, il faut voir un indice essentiel pour imaginer le futur. Chercher à inverser le sens de ce basculement de l'industrie vers les services est un contresens strict.

Cette volonté d'un retour à la production matérielle (« il faut faire de vraies choses »), opposée à la virtualité du monde des services, rappelle étrangement le discours « agrarien » d'une partie de la France du début du XX^e siècle, effrayée par la rapide transition de l'agriculture vers l'industrie alors opérée par le système productif : l'auteur du « retour à la terre », Jules Méline, ministre et président du Conseil de la Troisième République, déplorait le mode de vie artificiel des ouvriers et prônait une politique de « réagricolisation » volontariste du pays pour éviter la surproduction industrielle... La nostalgie de l'agriculture qui a marqué la Troisième République débouchera sur la formule « La terre ne ment pas » du maréchal Pétain, qui lui aussi opposait la vie enracinée, saine et concrète du paysan à la perversion déshumanisante et artificielle du travail en usine. Comme celui d'aujourd'hui, ce discours en faveur des « vraies choses » et de « l'économie réelle » du début des années 1900 allait de pair avec une opposition farouche au libre-échange (Méline, pourfendeur des « libres-échangistes », est connu pour les barrières douanières qu'il parvint à ériger) et avec un sentiment de rivalité mimétique et obsessionnel envers l'Allemagne (« Attention, les Allemands nous dépassent ! »)

Avec le recul, l'idée de couper court à la transition du secteur agricole vers le secteur industriel prête à sourire. Celle de « réindustrialiser » la France d'aujourd'hui

devrait en faire autant. Nous ne pouvons forcer le reste du monde à acheter des voitures fabriquées par des ouvriers français s'il est moins cher de les produire ailleurs ou avec des robots. De plus, la frontière entre services et industrie est devenue obsolète : c'est sa composante immatérielle (conception, commercialisation, financement, service après-vente) qui fait l'essentiel de la valeur ajoutée de l'industrie moderne, et non la fabrication en elle-même. Les savoir-faire qui distillent cette valeur sont aussi les compétences exploitées dans les services à forte valeur ajoutée. Les emplois peu qualifiés, quant à eux, se trouveront en abondance dans les services à la personne, ceux qui nécessitent une interaction directe avec le client. L'industrie moderne, délocalisée ou robotisée, ne produira plus d'emplois pour les non-diplômés.

L'État stratège : les illusions du néocolbertisme

Un second réservoir d'idées toxiques, c'est le culte de l'État stratège, ressuscité par la crise. Les acteurs privés se révélant incapables de planifier à long terme, il revient à l'État de fixer les grandes orientations stratégiques d'investissement pour le pays, de choisir les filières vers lesquelles l'épargne doit se déverser, de se substituer aux banques en se spécialisant dans le prêt aux PME. Plombier de l'épargne des Français, l'État consacre son énergie à étendre les ramifications d'un système de canalisations complexe, pour irriguer les pousses vertes qui le séduisent le plus et maintenir en vie les canards boiteux auxquels les investisseurs privés ne croient plus.

Ce colbertisme décomplexé qui prévaut aujourd'hui a lui aussi une fonction anxiolytique : dormons tranquilles,

l'État revient pour planifier la croissance future. Au vu de l'absence totale de doctrine claire organisant l'intervention publique, l'objectif affiché – faire grandir les « Google à la française » et les « Apple de 2030 » – a fort peu de chance d'être atteint ; mais la gabegie, elle, sera bien au rendez-vous. Car, dans la pratique, cette renaissance colbertiste conduit surtout à renforcer un capitalisme de subvention où, de la PME au champion national, l'exercice face à l'État stratège est le même : arriver à brancher le plus de tuyaux sur les sources multiples d'argent public. À ce jeu, les connivences deviennent inévitablement la clé de la réussite et les politiques locaux jouent consciencieusement leur rôle de lobbyistes des entreprises installées sur leur territoire.

Le volontarisme économique de l'État n'est donc pas le vaccin contre le déclin qu'il prétend être : au contraire, par son coût, il force la France à pratiquer une des fiscalités les plus répressives qui soient, multiplie les contraintes administratives, favorise les intérêts en place et condamne au placard les initiatives de ceux qui ne sont pas assez connectés à l'appareil d'État.

La religion de l'Europe et du G20

Il y a un dernier groupe d'idées qui plombent le débat économique en France et le plongent dans une étrange névrose : c'est la vision quasi religieuse de la construction européenne et des grands-messes du G20. En réalité, sur ces sujets, nos élites sont adeptes d'un double langage stérile, dont la fonction est de distraire l'électeur tout en évitant d'aborder les sujets qui fâchent.

Car, sur le thème de la gouvernance internationale, la schizophrénie des dirigeants est totale. D'un côté, la construction européenne reste plus que jamais la religion officielle du personnel politique. Tout le monde répète en boucle que la solution, c'est « plus d'Europe » : malgré des années de tiraillements entre pays européens, on continue de rêver tout haut à un grand soir fédéral en Europe, avec « eurobonds » et politique budgétaire commune à la clé. De même, de grands espoirs sont mis dans l'émergence d'une gouvernance mondiale : les dirigeants successifs du pays ont présenté le G20 comme l'arme-clé pour redonner sa force au volontarisme politique et résorber l'anarchie des marchés et des voyous de la finance.

D'un autre côté, ces mêmes élites étalent leur hostilité à l'Europe ou au FMI dès que ces institutions enjoignent à la France de se réformer. Lorsqu'ils sont au pouvoir, les politiques de droite ou de gauche s'engagent dans le dénigrement de la politique de la Banque centrale européenne, jugée timorée en regard de la Réserve fédérale américaine et responsable d'un euro trop fort, ou encore dans la dénonciation en règle de l'orthodoxie bruxelloise qui, avec son dogme de la concurrence absolue, nous empêche de faire grossir nos champions.

Il faudrait donc « plus d'Europe », mais une Europe qui adopte les croyances très particulières des Français : hostilité à la concurrence, préférence pour le laxisme budgétaire et le protectionnisme. Or les particularismes français ne sont pas transposables au reste du monde : nos partenaires ne souhaitent adopter ni notre fiscalité ni notre système social, et beaucoup sont convaincus des bienfaits du libre-échange ! Au fond, les Français ne veulent pas renoncer à leur souveraineté, et les politiques le savent. Le lyrisme pro-Europe et pro-gouvernance

mondiale est donc une forme de brouillage délibéré du débat public : il empêche de discuter avec réalisme de l'avenir de l'Europe, et il ne débouche sur rien de concret. C'est d'ailleurs l'objectif, car nous n'acceptons les contraintes externes que lorsqu'elles prennent la forme virtuelle d'une déclaration d'intention du G20.

L'abandon des idées fausses, premier pas vers le sursaut

Nous ne sommes pas de ceux qui voient la situation de la France comme catastrophique. Bien au contraire, les avantages compétitifs du pays nous semblent prometteurs pour les décennies qui s'ouvrent : forte culture scientifique, tissu entrepreneurial dynamique, institutions stables. Pour en tirer parti, le pays va évidemment devoir ajuster un certain nombre de paramètres déréglés dans les dépenses sociales, l'omniprésence de l'État, la fiscalité : ce type d'ajustement n'a rien d'inédit ni d'insurmontable. Les social-démocraties européennes l'ont toutes, à des degrés divers, mis en œuvre.

En acceptant les évolutions naturelles de notre économie, une nouvelle trajectoire se dessinera vite pour la société ; les Français pourront concevoir leur destin collectif et donc planifier plus sereinement leur avenir personnel. Ce nouvel équilibre sera axé sur les services, et fera cohabiter d'une part des activités hyperconcurrentielles, innovantes, et à forte valeur ajoutée centrées sur le numérique avec, d'autre part, des emplois de services à la personne, de productivité plus faible, mais en grand nombre. L'essentiel des emplois et des richesses sera produit dans ce segment immatériel de l'économie : santé, informatique, éducation, commerce.

TABLE

L'avenir n'est pas dans le rétroviseur	9
IDÉE N° 1. « Une France sans industrie ? Ça va être Disneyland... »	19
IDÉE N° 2. « Pour sauver l'emploi, il faut sauver l'industrie. ».....	31
IDÉE N° 3. « Un ingénieur, un vrai, ça travaille dans une usine. »	43
IDÉE N° 4. « Il nous faut un État stratège ! ».....	55
IDÉE N° 5. « Les marchés, c'est la dictature du court terme ! »	69
IDÉE N° 6. « Une grande banque publique pour nos PME, c'est indispensable ! »	81
IDÉE N° 7. « La BCE ? Une institution bornée qui bloque la croissance ! ».....	93
IDÉE N° 8. « Le culte de la concurrence : voilà l'ennemi. ».....	105
IDÉE N° 9. « La solution à la crise ? C'est plus d'Europe, bien sûr ! »	117
IDÉE N° 10. « Une meilleure gouvernance mondiale, c'est ça qui réglera tout. »	129
Le saut dans l'immatériel	141
<i>Notes</i>	151

Mise en pages par Meta-systems
59100 Roubaix

N° d'édition : L.01EHBN000634.N001
Dépôt légal : septembre 2013